

2020

Synthèse

INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE

UNE DÉCENNIE VERS LA FAIM ZERO

RELIER LA SANTÉ ET LES SYSTEMES ALIMENTAIRES DURABLES

Octobre 2020



ACTED



welt
hunger
hilfe

CONCERN
worldwide

ENDING
EXTREME POVERTY
WHATEVER
IT TAKES



Bien que la faim dans le monde ait progressivement diminué depuis 2000, les progrès sont trop lents et la faim reste alarmante dans de nombreux endroits. De plus, ces derniers sont très vulnérables à une aggravation de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle causée par le chevauchement des crises sanitaires, économiques et environnementales de 2020.

La Faim Reste Élevée Dans Plus De 50 Pays

Des niveaux *alarmants* de faim ont été identifiés dans 3 pays - au Tchad, au Timor-Leste et à Madagascar - sur la base des scores du GHI. Sur la base d'autres données connues, des niveaux *alarmants* de faim ont également été provisoirement identifiés dans 8 autres pays - au Burundi, en République centrafricaine, aux Comores, en République démocratique du Congo, en Somalie, au Soudan du Sud, en Syrie et au Yémen. La faim est classée comme *grave* dans 31 pays, selon les scores du GHI, et provisoirement classée comme *grave* dans 9 pays.

Dans de nombreux pays, la situation s'améliore trop lentement, alors que dans d'autres, elle se détériore. Pour 46 pays dans les catégories *modérée*, *grave* ou *alarmante*, les scores GHI se sont améliorés depuis 2012, mais pour 14 pays dans ces catégories, les scores GHI montrent que la faim et la sous-alimentation ont empiré. Les dernières estimations montrent que 37 pays ne parviendront pas à atteindre un taux de faim même *faible* d'ici 2030. Dans certains pays sans crise au niveau national, les groupes marginalisés et certaines régions sont néanmoins confrontés à des niveaux tragiquement élevés de faim et de sous-alimentation.

Certaines classifications de faim sont provisoires car, pour un certain nombre de pays, les données nécessaires pour précisément calculer

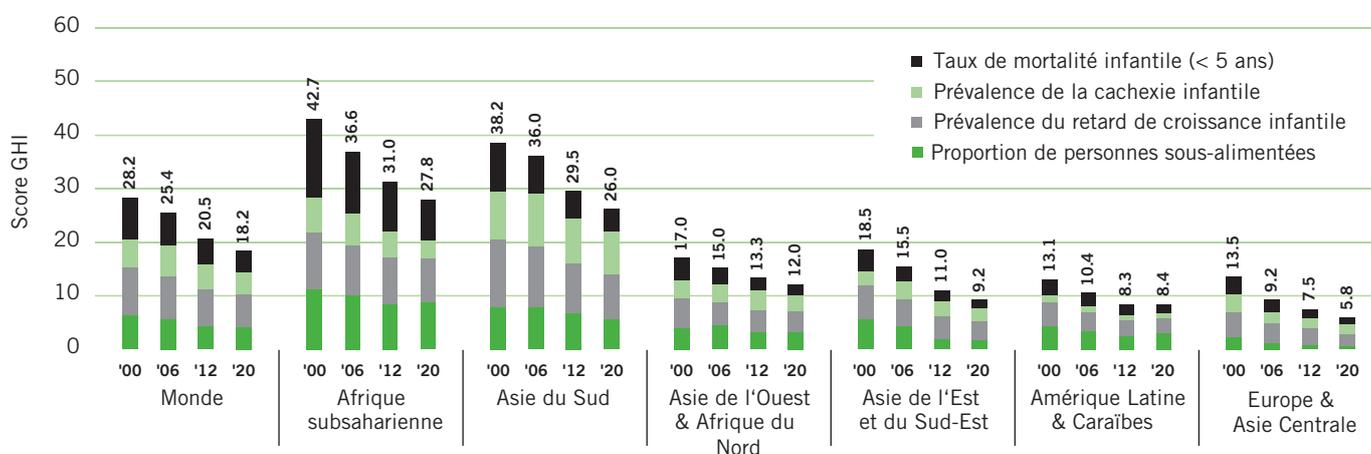
les résultats du GHI ne sont pas disponibles. Il est essentiel de renforcer la collecte de données pour obtenir une image plus claire de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans chaque pays, afin que les actions visant à éliminer la faim puissent être adaptées aux conditions sur le terrain.

La Faim Est Modérée à L'échelle Mondiale Mais Varie Largement Selon Les Régions

La faim dans le monde, représentée par un score GHI de 18,2, se situe à un niveau *modéré*, en baisse par rapport à un score GHI de 28,2 en 2000, classé comme *grave*. Dans le monde, beaucoup trop d'individus souffrent de la faim : près de 690 millions de personnes sont sous-alimentées ; 144 millions d'enfants souffrent d'un retard de croissance, signe de sous-alimentation chronique ; 47 millions d'enfants souffrent d'émaciation, signe de sous-alimentation aiguë ; et en 2018, 5,3 millions d'enfants sont morts avant leur cinquième anniversaire, dans de nombreux cas à cause de la sous-alimentation.

En Afrique au sud du Sahara et en Asie du Sud, la faim est considérée comme *grave*, en partie à cause de la proportion importante de personnes sous-alimentées et des taux élevés de retard de croissance chez les enfants. En outre, l'Afrique au sud du Sahara a le taux de mortalité infantile le plus

GRAPHIQUE 1 SCORES DE L'INDICE MONDIAL DE LA FAIM 2000, 2006, 2012 ET 2020, AVEC CONTRIBUTION DES COMPOSANTES



Source : Auteurs.

Note : Voir l'annexe C du rapport complet du GHI pour les sources de données. Les scores régionaux et mondiaux du GHI sont calculés en utilisant des agrégats régionaux et mondiaux pour chaque indicateur et la formule décrite dans l'annexe B. Les agrégats régionaux et mondiaux pour chaque indicateur sont calculés en tant que moyennes pondérées de la population, en utilisant les valeurs des indicateurs indiquées dans l'annexe D. Pour les pays ne disposant pas de données sur la sous-alimentation, les estimations provisoires fournies par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont été utilisées pour le calcul des agrégats uniquement, mais ne sont pas indiquées à l'annexe D. L'annexe F indique quels pays sont inclus dans chaque région.

élevé du monde, tandis que l'Asie du Sud a le taux d'émaciation infantile le plus élevé du monde.

En revanche, le niveau de la faim en Europe et en Asie centrale, en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Asie de l'Est et du Sud-Est, en Asie occidentale et en Afrique du Nord est qualifié de *faible* ou *modéré*, bien que la faim soit élevée dans certains groupes au sein des pays de ces régions.

Les Crises Actuelles Aggravent Les Perspectives De La Faim

La pandémie COVID-19 et le ralentissement économique qui en résulte, ainsi que l'invasion massive de criquets pèlerins dans la Corne de l'Afrique et d'autres crises, exacerbent l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de millions de personnes, car ces crises s'ajoutent à la faim existante causée par les conflits, les extrêmes climatiques et les chocs économiques. Les scores du GHI présentés dans ce rapport ne reflètent pas encore l'impact des catastrophes cumulées en 2020, mais ils indiquent les zones sensibles où l'insécurité alimentaire et la sous-alimentation sont déjà graves, exposant leurs populations à un risque accru de crises alimentaires aiguës et de faim chronique dans le futur.

L'Expérience Montre Que Des Progrès Spectaculaires Sont Possibles

Si l'on examine les tendances des 10 à 20 dernières années, on constate que la plupart des pays ont connu des améliorations, parfois spectaculaires. En Angola, en Éthiopie et en Sierra Leone, par exemple, la faim est passée d'un niveau *extrêmement alarmant* en 2000 - lorsque les guerres civiles et leurs conséquences avaient contribué à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle - à *modéré* dans le GHI de 2020. Au cours de la même période, le Cameroun est passé d'un niveau *alarmant* de faim à un niveau modéré, le pays ayant doublé son PIB par habitant et amélioré ses indicateurs de développement humain. L'avenir proche mettra à l'épreuve la capacité du monde à répondre simultanément à de multiples crises - crises sanitaires, crises environnementales, crises économiques et crises de sécurité alimentaire, entre autres. Avec de la persévérance, un effort collectif et la mobilisation de ressources suffisantes, le monde peut surmonter ces crises. Si elle est bien menée, la réponse construira des bases plus solides pour aller de l'avant, laissant le monde plus résistant et mieux préparé aux défis futurs.

ENCADRÉ 1 A PROPOS DE L'INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE (GHI)

L'Indice de la faim dans le monde (GHI) est un outil permettant de mesurer et de suivre de manière exhaustive la faim aux niveaux mondial, régional et national au cours des dernières années et décennies. Les scores du GHI sont basés sur une formule qui saisit trois dimensions de la faim - l'apport calorique insuffisant (sous-alimentation), la sous-alimentation des enfants et la mortalité infantile - en utilisant quatre indicateurs :

- **SOUS-ALIMENTATION**: la part de la population qui souffre de sous-alimentation, reflétant un apport calorique insuffisant
- **ÉMACIATION INFANTILE** : la part des enfants de moins de 5 ans qui souffre d'émaciation (poids insuffisant par rapport à la taille), reflétant une sous-nutrition aiguë
- **RETARD DE CROISSANCE INFANTILE**: la part des enfants de moins de 5 ans qui souffre d'un retard de croissance (taille insuffisante par rapport à l'âge), reflétant une sous-nutrition chronique
- **MORTALITÉ INFANTILE** : le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans

Les données ont été évaluées pour les 132 pays qui répondaient aux critères d'inclusion du GHI, et les résultats du GHI ont été calculés pour 107 de ces pays sur la base des données de 2015 à 2019. Les données utilisées pour calculer les scores de l'IGS proviennent de sources publiées par les Nations Unies (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation mondiale de la santé, UNICEF et Groupe inter-institutions pour l'estimation de la mortalité infantile), de la Banque mondiale et des Enquêtes Démographiques et de Santé. Sur les 132 pays évalués, 25 ne disposaient pas de données suffisantes pour permettre le calcul d'un score GHI 2020, mais des désignations provisoires de la gravité de la faim ont été attribuées à 18 de ces pays sur la base d'autres données connues. Pour les 7 pays restants, les données étaient insuffisantes pour ne permettre ni le calcul des scores GHI, ni l'attribution de catégories provisoires.

Le GHI classe les pays sur une échelle de 100 points, où 0 est le meilleur score (pas de faim) et 100 le pire. En pratique, aucun de ces extrêmes n'est atteint (Graphique 2).

GRAPHIQUE 2 NOMBRE DE PAYS PAR DEGRE DE FAIM



Source: Auteurs.

Note : Parmi les pays répertoriés, 1 a été provisoirement classé comme bas, 9 ont été provisoirement classés comme graves et 8 ont été provisoirement classés comme alarmants.

TABLEAU 1 SCORES DE L'INDICE MONDIAL DE LA FAIM SELON LE RANG GHI 2020

Rang*	Pays	2000	2006	2012	2020	Rang*	Pays	2000	2006	2012	2020
Scores du GHI 2020 inférieur à 5, classés collectivement de 1 à 17. b	Biélorussie	<5	<5	<5	<5	65	Irak	24.0	24.0	21.1	17.1
	Bosnie-Herzégovine	9.3	6.7	<5	<5	65	Sénégal	34.3	24.4	18.0	17.1
	Brésil	11.3	6.3	<5	<5	67	Gambie	29.2	28.0	22.7	17.8
	Chili	<5	<5	<5	<5	68	Gabon	21.1	20.4	18.8	18.2
	China	13.6	9.5	<5	<5	69	Philippines	25.0	20.4	20.4	19.0
	Costa Rica	6.1	<5	<5	<5	70	Cameroun	36.4	31.0	23.2	19.1
	Croatie	<5	<5	<5	<5	70	Indonésie	26.1	29.5	23.1	19.1
	Cuba	<5	<5	<5	<5	70	Namibie	25.3	24.7	23.9	19.1
	Estonie	5.9	<5	<5	<5	73	Népal	37.4	31.0	22.8	19.5
	Koweït	<5	<5	<5	<5	74	Eswatini	26.1	24.1	17.8	20.3
	Lettonie	7.0	<5	<5	<5	75	Bangladesh	34.1	29.0	27.8	20.4
	Lithuanie	6.1	<5	<5	<5	76	Cambodge	41.2	27.2	24.9	20.6
	Montenegro	—	5.5	<5	<5	77	Guatemala	28.5	24.6	22.2	20.7
	Roumanie	8.0	5.5	<5	<5	78	Myanmar	39.8	31.8	23.3	20.9
	Turquie	10.1	6.3	<5	<5	79	Bénin	34.1	28.7	24.2	22.4
	Ukraine	13.0	<5	<5	<5	80	Botswana	28.2	27.3	22.4	22.6
	Uruguay	7.5	6.8	5.0	<5	80	Malawi	43.2	33.8	27.1	22.6
18	Macédoine du Nord	7.5	7.7	6.7	5.2	82	Mali	41.9	37.0	31.3	22.9
18	Russie	10.0	6.8	6.0	5.2	83	Vénézuéla (république bolivarienne)	14.7	11.2	7.6	23.5
20	Argentine	6.3	5.6	5.2	5.3	84	Kenya	37.4	31.4	23.2	23.7
21	Kazakhstan	11.4	12.3	8.1	5.4	85	Mauritanie	32.0	29.0	23.7	24.0
22	Bulgarie	8.2	7.3	7.8	5.5	86	Togo	39.3	36.7	26.6	24.1
23	Tunisie	10.3	7.8	7.0	5.7	87	Côte d'Ivoire	33.6	34.7	30.1	24.5
24	Albanie	20.7	15.8	8.5	5.9	88	Pakistan	37.2	33.5	32.8	24.6
25	Azerbaïdjan	25.0	16.0	10.6	6.0	89	Tanzanie (République Unie de)	40.8	33.6	30.0	25.0
26	Géorgie	12.3	8.9	<5	6.1	90	Burkina Faso	45.7	46.3	31.1	25.8
27	Slovaquie	6.5	5.9	<5	6.4	91	Congo (République du)	33.8	34.7	27.8	26.0
28	Serbie	—	6.1	5.3	6.6	92	Éthiopie	53.7	43.6	35.5	26.2
28	Trinidad & Tobago	11.1	11.4	10.8	6.6	93	Angola	64.9	47.0	35.9	26.8
30	Ouzbékistan	24.4	16.9	12.7	6.7	94	Inde	38.9	37.5	29.3	27.2
31	Arménie	19.4	13.4	10.4	6.9	94	Soudan	—	—	32.5	27.2
32	République Dominicaine	15.2	13.9	10.3	7.1	96	Corée (DPR)	39.5	33.1	28.2	27.5
33	Panama	18.5	15.0	9.8	7.2	97	Rwanda	49.7	38.1	26.0	28.3
34	Pérou	20.8	16.5	8.9	7.3	98	Nigeria	40.6	34.1	32.0	29.2
35	Colombie	10.9	11.5	9.1	7.5	99	Afghanistan	51.0	42.8	33.8	30.3
35	Paraguay	12.1	11.6	9.6	7.5	100	Lesotho	36.0	30.4	24.6	30.7
35	Arabie Saoudite	11.1	12.2	8.2	7.5	101	Sierra Leone	58.3	53.3	42.4	30.9
38	Mexique	10.1	8.4	7.4	7.7	102	Liberia	48.0	40.0	33.1	31.4
39	Iran (République Islamique)	13.5	8.9	7.6	7.9	103	Mozambique	48.1	38.4	31.4	33.1
40	Fidji	9.6	9.1	8.1	8.0	104	Haïti	41.9	43.6	35.9	33.5
41	Jamaïque	8.6	9.0	9.2	8.1						
42	Kirghizstan	18.4	13.9	11.7	8.4		Djibouti, Guinée, Guinée-Bissau, RDP Lao, Niger, Tadjikistan, Ouganda, Zambie, et Zimbabwe*.	—	—	—	20-34.9*
43	Jordanie	10.8	8.1	8.6	8.8						
44	Liban	11.6	13.3	12.4	8.9	105	Madagascar	42.7	41.4	34.6	36.0
44	Maroc	15.5	17.5	9.6	8.9	106	Timor oriental	—	46.1	36.2	37.6
46	Algérie	14.5	11.7	9.0	9.0	107	Tchad	50.9	51.3	47.9	44.7
47	Île Maurice	15.0	13.6	12.3	9.3						
*	Moldavie (République de)*	—	—	—	0-9.9*		Burundi, République centrafricaine, Comores, Dém. République démocratique du Congo, Somalie, Sud Soudan, République arabe syrienne et Yémen*.	—	—	—	35-49.9*
48	Suriname	15.5	11.7	10.5	10.2						
48	Thaïlande	17.8	12.3	12.7	10.2						
50	Salvador	14.7	12.1	10.4	10.5						
51	Équateur	19.7	19.0	16.3	11.0						
52	Guyane	17.3	15.8	12.2	11.1						
52	Turkménistan	21.2	16.6	13.6	11.1						
54	Égypte	16.4	14.4	15.3	11.9						
55	Oman	14.8	16.0	11.6	12.2						
56	Honduras	21.9	19.7	16.9	13.1						
56	Mongolie	30.1	23.1	12.7	13.1						
58	Nicaragua	22.3	17.1	14.6	13.2						
59	Malaisie	15.5	13.3	11.8	13.3						
60	Afrique du Sud	18.4	19.4	15.3	13.5						
61	Viêt Nam	26.3	21.9	16.5	13.6						
62	Bolivie (Etat plurinational de)	27.6	23.2	16.8	14.0						
63	Ghana	28.5	22.2	17.9	15.2						
64	Sri Lanka	21.9	19.5	20.1	16.3						

■ = bas, □ = modéré, □ = grave, □ = alarmant, ■ = extrêmement alarmant.

— = Les données ne sont pas disponibles ou ne sont pas présentées. Certains pays n'existaient pas à leurs frontières actuelles au cours de l'année ou de la période de référence donnée.

Note : Comme toujours, les classements et les indices de ce tableau ne peuvent pas être comparés avec précision aux classements et indices des rapports précédents (voir annexe A).

Pour le rapport sur le GHI 2020, les données ont été évaluées pour 132 pays. Parmi ceux-ci, il y avait suffisamment de données pour calculer les scores du GHI 2020 et classer 107 pays (à titre de comparaison, la disponibilité des données a permis de classer 117 pays dans le rapport 2019).

* Pour 25 pays, les scores individuels n'ont pas pu être calculés et les classements n'ont pas pu être déterminés en raison du manque de données. Dans la mesure du possible, ces pays ont été provisoirement désignés par gravité : 1 pays est désigné comme faible, 9 comme grave et 8 comme alarmant. Pour 7 pays, aucune désignation provisoire n'a pu être établie (voir encadré 1.3).

^a Classés selon les scores du GHI de 2020. Les pays qui ont des scores 2020 identiques se voient attribuer le même classement (par exemple, la Macédoine du Nord et la Fédération de Russie sont toutes deux classées au 18^e rang).

^b Les 17 pays ayant un score GHI 2020 inférieur à 5 ne sont pas classés individuellement, mais collectivement de 1 à 17. Les différences entre leurs scores sont minimes.

UNE SANTÉ, ZÉRO FAIM

Contributions externes de **Robyn Alders, Osman Dar, Richard Kock, and Francesco Rampa**

Chatham House

Les événements de 2020 mettent en évidence de nombreuses vulnérabilités du système alimentaire mondial d'une manière qui devient impossible à ignorer. Il était déjà clair qu'il allait être compliqué d'éliminer la faim au cours de la prochaine décennie sous le système alimentaire actuel. Nous savons maintenant que ce système est terriblement inadapté pour faire face aux types de crises mondiales et régionales qui se cumulent, que nous connaissons actuellement et auxquelles nous pouvons nous attendre d'ici 2030. Toutefois, en adoptant une approche intégrée de la santé et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, il pourrait être possible d'atteindre le but de "Zéro Faim" d'ici 2030.

Pour ce faire, nous devons concevoir des réponses intégrées aux crises actuelles et avancer de manière à soutenir la transformation du système alimentaire actuel en un système plus inclusif, plus durable et plus résilient. L'approche "Une santé", fondée sur la reconnaissance des interconnexions entre les humains, les animaux, les plantes et leur environnement commun, ainsi que sur le rôle des relations commerciales équitables, permettrait d'aborder les différentes crises auxquelles nous sommes confrontés de manière holistique et contribuer à éviter de futures crises sanitaires, de restaurer une planète saine et de mettre fin à la faim.

Des Failles Apparaissent Dans Le Système Alimentaire Mondial

L'approche Une Santé Health met en évidence un certain nombre de points faibles dans le système alimentaire mondial :

- La pandémie COVID-19 a révélé la fragilité des systèmes alimentaires mondialisés, caractérisés par une dépendance croissante des pays à faible et moyen revenu vis-à-vis des importations alimentaires, un sous-investissement dans les agriculteurs locaux, les associations d'agriculteurs et les chaînes de valeur axées sur les petits exploitants, et des taux croissants de maladies non transmissibles liées au régime alimentaire.
- Nous atteignons les frontières planétaires et sociales - c'est-à-dire le plafond écologique et le fondement social au-delà desquels les humains ne peuvent pas s'épanouir de manière sûre et équitable - et nos systèmes alimentaires font partie du problème. Le système alimentaire contribue à 21-37 % des émissions totales nettes de gaz à effet de serre d'origine humaine.
- La protection sociale reste insuffisante ou mal orientée : 55 % de la population mondiale n'est couverte par aucun programme de protection sociale.
- La gouvernance alimentaire mondiale, y compris les politiques commerciales et d'aide, est défavorable aux pays à faible revenu, aux petits exploitants agricoles et aux travailleurs de la chaîne d'approvisionnement alimentaire. La plupart des pays à revenu élevé fournissent une aide internationale au développement agricole conçue pour aider à accroître la production et les revenus des petits exploitants agricoles dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, tout en conservant des avantages commerciaux grâce à des obstacles non tarifaires aux échanges.

- L'absence de sécurité foncière et l'insécurité alimentaire qui en résulte constituent un problème persistant pour les communautés rurales, les populations autochtones, les femmes et les groupes marginalisés.
- L'éducation formelle et informelle sur l'agriculture et la nutrition n'est pas suffisamment adaptée aux conditions locales.

Remodeler Les Systèmes Alimentaires Pour Atteindre L'objectif "Zéro Faim"

Pour mettre un terme à la faim et garantir le droit à une alimentation adéquate et nutritive pour tous, nous devons aborder la santé et la sécurité alimentaire et nutritionnelle d'une manière qui considère la santé humaine, animale et environnementale et les relations commerciales équitables de manière holistique.

Compte tenu des crises actuelles, un certain nombre de mesures doivent être prises immédiatement par les institutions multilatérales, les gouvernements, les communautés et les individus. Pour garantir une disponibilité alimentaire continue, la production et la fourniture de nourriture doivent être soutenues et classées comme services essentiels, et des environnements de travail sûrs doivent être garantis. Il sera important que les gouvernements, les donateurs et les ONG travaillent en étroite collaboration avec les organisations auxquelles les communautés et les autorités font confiance pour garantir un fonctionnement optimal et équitable des transferts d'argent et de nourriture, des soins de santé, des subventions aux petites entreprises et des programmes publics d'emploi. Les efforts régionaux et internationaux doivent être mieux coordonnés et plus efficaces. Les institutions régionales doivent négocier fermement avec les groupes commerciaux et les donateurs au nom des pays à faible et moyen revenu afin de renforcer leurs propres chaînes d'approvisionnement alimentaire régionales.

D'autres actions doivent également être menées au cours de la prochaine décennie. Afin de mieux répondre aux situations d'urgence complexes, et de les éviter, les institutions multilatérales, les gouvernements, les communautés et les particuliers devraient tirer parti des enseignements tirés de la pandémie COVID-19 et d'autres crises pour mettre en place des systèmes alimentaires sûrs et résistants. Ils devraient examiner les systèmes alimentaires, sanitaires et économiques à travers le prisme des propositions "Une Santé" afin de tracer la voie de la reprise environnementale en investissant dans la production, la distribution et la consommation durable. Les initiatives commerciales régionales devraient aussi incorporer des mesures sociales et environnementales.

Après 2030, d'autres actions encore seront importantes, telle que la mise en place d'une économie alimentaire circulaire qui recycle la nourriture et les matériaux, régénère les systèmes naturels et élimine les déchets et la pollution. Il est probable que nous devrons faire face à d'autres chocs et défis d'ici 2030. En agissant ensemble pour commencer à remodeler nos systèmes alimentaires afin qu'ils soient équitables, sains, résistants et respectueux de l'environnement, nous pouvons non seulement faire face aux crises actuelles,

Note : Les opinions exprimées dans l'essai sont celles des auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement les vues de Welthungerhilfe ou de Concern Worldwide.

RECOMMANDATIONS POLITIQUES

Faire en sorte que les systèmes alimentaires fonctionnent mieux pour les gens et la planète

Pour **aider les petits exploitants agricoles à devenir des producteurs durables et diversifiés**, les gouvernements et les donateurs doivent améliorer l'accès de ces agriculteurs aux intrants agricoles et aux services de vulgarisation, en associant les connaissances agricoles locales et indigènes aux nouvelles technologies.

- **Les marchés alimentaires locaux et régionaux doivent être renforcés**, notamment par un soutien aux organisations d'agriculteurs, des prix à la production équitable et de meilleures liaisons entre les zones rurales et urbaines.
- **Le prix des aliments doit être fixé non seulement en fonction de leur poids ou de leur volume**, mais aussi de leur densité en nutriments, de leur absence de contamination et de leur contribution aux services écosystémiques et à la justice sociale. Pour y parvenir, les décideurs politiques doivent éduquer le public sur l'importance de ces attributs et exiger un étiquetage approprié. Pour freiner la propagation des parasites et des maladies agricoles, les gouvernements doivent promouvoir de bonnes pratiques de biosécurité tout au long des chaînes de valeur.
- Tous les pays devraient promouvoir, développer et mettre en œuvre des **économies alimentaires circulaires** qui recyclent les ressources et les matériaux, régénèrent les systèmes naturels et éliminent les déchets et la pollution.

Améliorer la gouvernance des systèmes alimentaires

- Les gouvernements doivent tenir les acteurs du système alimentaire des entreprises légalement responsables **du respect des droits de l'Homme et de la protection de l'environnement** tout au long de leurs chaînes de valeur comme indiqué dans les principes directeurs des Nations Unies sur les Entreprises et les Droits de l'Homme.
- Les gouvernements et les investisseurs doivent adopter une planification intégrée de l'utilisation des terres et garantir la sécurité du **régime foncier**, en particulier pour les groupes marginalisés, conformément aux Directives Volontaires sur la Gouvernance Responsable de la Tenure des Terres, des Pêches et des Forêts dans le Contexte de la Sécurité Alimentaire Nationale.
- Les gouvernements doivent renforcer **la gouvernance locale et participative** qui inclut les groupes marginalisés, notamment les paysans, les groupes indigènes, les jeunes et les femmes.
- **Développer les investissements sociaux pour la résilience**
Les gouvernements doivent mettre en place des systèmes de protection sociale, notamment une couverture médicale universelle et une sécurité sociale, et offrir une formation professionnelle, en particulier aux jeunes des zones rurales et aux pauvres des villes. Ils doivent élargir l'accès aux soins de santé maternelle et infantile, ainsi qu'à l'éducation sur les régimes alimentaires sains et les pratiques d'alimentation des enfants.

- Les gouvernements devraient préparer et mettre en œuvre des plans holistiques pour assurer **l'accessibilité des systèmes locaux et nationaux d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH)**, qui sont essentiels à la santé des populations.
- Les gouvernements, les donateurs, et les ONG doivent travailler avec des **organisations auxquelles les communautés font confiance et qu'elles surveillent** afin de garantir que les programmes de protection sociale fonctionnent de manière optimale et équitable et de promouvoir l'égalité des sexes et la cohésion sociale.

Rendre les interventions d'urgence et de développement à long terme plus équitables et plus durables

- Les gouvernements, les donateurs, les acteurs privés et les ONG **doivent soigneusement coordonner leurs réponses** aux crises alimentaires et sanitaires qui se chevauchent et travailler avec les organisations communautaires pour s'assurer que les **interventions sont culturellement acceptables, qu'elles atteignent les plus vulnérables et qu'elles préservent les écosystèmes locaux**.
- Les gouvernements doivent traiter **la production et la fourniture de denrées alimentaires parmi les services essentiels** et garantir des environnements de travail sûrs dans ces secteurs. Ils doivent assurer un **accès équitable à l'aide d'urgence** pour les maladies humaines et animales, y compris les nouvelles technologies telles que les fournitures médicales.
 - Pour soutenir les chaînes d'approvisionnement alimentaire locales, les donateurs doivent continuer de **délier l'aide alimentaire** de l'obligation d'acquérir les biens et services du pays donateur. Dans la mesure du possible, les acteurs humanitaires et du développement doivent fournir une aide sous forme d'argent et de bons.
 - Pour suivre et combattre la faim, les gouvernements doivent **produire des données à jour**, complètes et détaillées par revenu, localisation sous-nationale et sexe.

Renforcer la Coopération Internationale

- **Les inégalités commerciales**, telles que les barrières commerciales non tarifaires des pays à revenu élevé, **doivent être réduites**. Les politiques commerciales des gouvernements doivent s'aligner sur les objectifs de développement et créer des incitations commerciales pour des économies alimentaires durables.
- Les mécanismes multilatéraux existants **fondés sur les droits de l'homme et les normes internationales** - tels que le Comité de la sécurité alimentaire mondiale - doivent être renforcés pour soutenir l'élaboration de politiques inclusives et des systèmes alimentaires durables.
- Les gouvernements doivent saisir **les prochaines occasions**, notamment le sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires, pour renforcer leurs engagements en faveur d'un développement équitable et durable.

Deutsche Welthungerhilfe e. V.
Friedrich-Ebert-Straße 1
53173 Bonn, Germany
Tel. +49 228-2288-0
Fax +49 228-2288-333
www.welthungerhilfe.de
Member of Alliance2015

Concern Worldwide
52-55 Lower Camden Street
Dublin 2, Ireland
Tel. +353 1-417-7700
Fax +353 1-475-7362
www.concern.net
Member of Alliance2015

Auteurs :

Welthungerhilfe : Miriam Wiemers (Conseillère politique), Keshia Acheampong (Politique et des relations extérieures), Asja Hanano (responsable de la politique et des relations extérieures) ; **Concern Worldwide** : Brona Higgins (conseillère en matière de plaidoyer), Réiseal Ní Chéilleachair (responsable de la défense des intérêts au niveau mondial), Connell Foley (directeur de la stratégie, de la défense des intérêts et de l'apprentissage) ; consultants indépendants : Klaus von Grebmer, Jill Bernstein, Heidi Fritschel ; Université de Towson : Seth Gitter et Kierstin Ekstrom ; contributeurs : Robyn Alders et Osman Dar (Centre for Universal Health, Chatham House), Richard Kock (Royal Veterinary College et Centre for Universal Health, Chatham House), Francesco Rampa (Centre européen de gestion des politiques de développement) Une publication évaluée par les pairs.

Les frontières et les noms indiqués ainsi que les désignations utilisées sur les cartes n'impliquent pas l'approbation ou l'acceptation officielle de ACTED, Welthungerhilfe ou de Concern Worldwide. Crédit photo : AFP/Tauseef Mustafa 2020.

Cette publication est disponible sous Creative Commons Attribution 4.0 International License (CC BY-NC-ND 4.0), <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>.